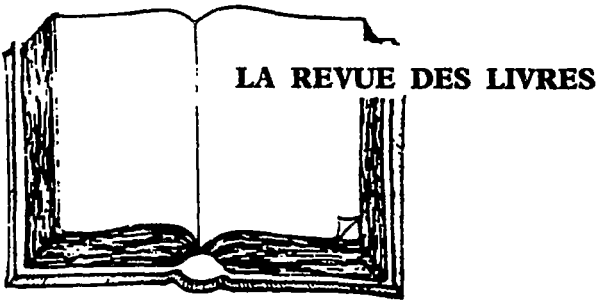

Chronique bibliographique sous la responsabilité de René Otayek, avec la collaboration de Daniel Bach, Robert Buijtenhuijs, François Constantin, Jean Copans, Georges Courade, Bernard Crousse, Constant Hames, Jibrin Ibrahim, Odile Réveyrand-Coulon et Michel Robert.

AICARDI de SAINT PAUL (Marc) — **Le Gabon, du roi Denis à Omar Bongo** — Paris, Albatros, 1987, 183 p.
GAULME (François) — **Le Gabon et son ombre** — Paris, Karthala, 1988, 210 p.

Préfacé par le président el Hadj Omar Bongo, l'ouvrage d'Aicardi de Saint Paul offre un survol en douceur du Gabon officiel à travers son histoire, ses populations, la mise en valeur de ses ressources, le développement de ses institutions... On apprend peu de choses que l'on ne savait déjà et certainement pas pourquoi cet « émirat » équatorial a pu être au centre de si nombreuses controverses dans les années récentes. Sans ombres et sans relief, le Gabon ? Tel n'est pourtant pas l'impression qui prévaut en lisant F. Gaulme, qui a lui aussi entrepris de décrire le Gabon, mais reste à l'écart des clichés de tous bords. Armé d'une solide connaissance du pays où il a vécu et sur lequel il a rédigé un précédent ouvrage historique, l'auteur témoigne d'un souci de rigueur scientifique et de précision particulièrement appréciables lorsqu'il évoque des sujets délicats comme la démographie du Gabon (inférieure de moitié aux données officielles ?), les aléas de la construction du Transgabonais, la situation des finances publiques, ou encore la « curieuse histoire » des rapports franco-gabonais. A cet égard, l'ouvrage est émaillé d'anecdotes personnelles et de témoignages inédits, tout particulièrement sur le coup d'État de 1964 et l'intervention française qui s'ensuivit. Un travail agréable à lire, à même de constituer une excellente introductio au Gabon d'aujourd'hui, même si la dernière partie donne l'impression d'avoir été rédigée au fil de la plume, ce qui lui vaut un ton quelque peu décousu. D'utiles commentaires bibliographiques complètent l'ouvrage. [D.B.].

BOULEGUE (Jean) — **Les anciens royaumes wolof (Sénégal). 1. Le Grand Jolof (XIIIe-XVIe siècle).** — Paris, diffusion Karthala, 208 p.

Le Grand Jolof, qui fut l'un des

« empires » médiévaux de l'Ouest africain, connut un destin particulier du fait de ses rapports avec l'Europe à partir du XVe siècle. La relative richesse des sources tant orales qu'écrites permet à l'auteur d'analyser la nature de ces rapports et en quoi ils provoquèrent la dislocation de l'hégémonie du Jolof dans le cours du siècle suivant, au profit des royaumes tributaires côtiers, mieux en mesure de bénéficier des échanges atlantiques.

Cette étude jette une lumière sur les racines de la nation sénégalaise, et relativise l'idée courante de l'artificialité des États africains contemporains. Ni par son territoire, ni dans la mémoire historique des intéressés, le Grand Jolof n'apparaît plus étranger au Sénégal contemporain que la France d'aujourd'hui ne l'est de celle de Hugues Capet, dont elle célébrait l'an dernier le millénaire. [M.R.].

CONSTANTIN (François) (études réunies par) — **Les voies de l'islam en Afrique orientale** — Paris, Karthala, 1987, 150 p.

Issus d'une table ronde sur *Les agents religieux islamiques en Afrique tropicale* (MSH, 1983), les dix textes sélectionnés montrent bien qu'en mettant l'accent sur la catégorie sociale responsable de l'islam, on débouche sur des problématiques variées causées par la présence de ces personnages : leur propre recrutement, l'islamisation qu'ils répandent, les relais organisationnels de leur action, les effets de cette dynamique d'ensemble dans le champ de la société, surtout nationale, et le champ des États de ces nations.

Dans l'introduction (« Les chemins de l'islamologie »), J.-L. Triaud pose la question de la place des études sur l'islam dans les productions scientifiques, ballottées entre la spécialisation aride et la politisation virtuelle. S'agissant des six études de l'ouvrage, il en dégage les constatations et les interrogations : éventail socioculturel très grand des personnages qui prennent en charge l'islam (des « grands » lettrés aux « humbles » prosélytes locaux) ; question ancienne mais (fort heureusement) renouvelée, de l'être et du non-être des confréries islamiques, de leurs avatars politico-populaires, de leurs états respectifs en Afrique orientale et occidentale ; question aussi, moins évidente, de phénomènes de désislamisation puis de réislamisation des mêmes régions. Finalement, est-il conclu, le dénominateur commun aux six études réside dans les rapports qu'elles entretiennent avec la notion de « frontière de l'islam ». Et cela est sans doute particulièrement vrai pour des périphéries comme celles de l'Afrique orientale. Mais, à la réflexion, n'est-ce pas vrai également, et de tous temps, pour les « centres » de l'islam, qui, doctrinalement, socialement, politiquement, récréent sans arrêt de nouvelles frontières, recommencent indéfiniment, par réformes et révolutions interposées, de nouvelles expansions à usage interne ?

Nous n'ajouterons donc que quelques réflexions à celles évoquées par l'introduction et les textes eux-mêmes.

Le cas de l'Éthiopie du Sud-Est, étudié par U. Braukämper, en dehors du phénomène historique d'un islam qui va et vient sur les mêmes lieux, attire notre attention, si on le compare aux autres articles, sur des analyses en termes d'ethnie ; il est le seul à appréhender l'aller-retour de l'islamisation sous cet angle. Si la notion d'ethnie est par ailleurs l'objet de remises en cause, un peu du même ordre que pour les confréries islamiques, il nous semble qu'elle reste pertinente comme cadre d'étude historique des islamisations, y compris actuelles. Autre approche heuristique intéressante dans ce cas éthiopien : le rapport, suggéré avec nuances, entre les types de religion et les modes de subsistance écologique, saisi à travers les règles et le contenu des interdits alimentaires.

N. Grandin fait une « double lecture » des livres hagiographiques consacrés au Sayyid Al-Mîrghanî (1793-1853), inspirateur au Soudan de « la confrérie la plus importante aujourd'hui ». La première lecture tente d'établir les événements biographiques et historiques de

l'implantation de la confrérie. Une des questions posées par cette première analyse tient aux caractéristiques prêtées à la confrérie (« asiatique » est-il dit), et qui invitent une nouvelle fois à se demander s'il y a des normes dans la constitution et la structure des confréries, si on peut en dresser ou non une typologie ou si cet « objet » reste réfractaire à des constructions d'ordre scientifique. La seconde lecture des textes hagiographiques apporte un ensemble d'informations susceptibles de nourrir la réflexion sur les mécanismes sociaux et religieux présidant à la réussite d'une fondation de confrérie, d'un mouvement religieux ou d'une carrière religieuse professionnelle. En tout cas, constatons que les textes ne nous mènent guère au-delà de l'étalage de matériaux produits par une vision *a posteriori* ou *a priori* des conditions d'une réussite.

Vient ensuite, par Ahmed I. Salim, un profil biographique kenyan d'un personnage qui se laisserait sans doute ranger parmi les réformistes modernistes, demandant de porter les efforts sur l'ensemble religion-éducation-technologie. Devant le renouveau du genre biographique, fort en vogue autrefois dans les milieux lettrés ou populaires musulmans, on se trouve ici en face d'une tentative de biographie religieuse « moderne » qui permet de réfléchir sur les mutiples difficultés d'un genre « simple » en apparence.

Le mérite de l'article de J. Kagabo sur les processus d'islamisation au Rwanda a été souligné à maintes reprises parce qu'il met en évidence le rôle islamisateur d'hommes de religion « ordinaires » dont le savoir théorique est souvent relayé, sinon remplacé, par le savoir pratique. On peut se demander si cette analyse de l'ordinaire, du tout-venant, appliquée et expliquée par le contexte historique « frontalier » du Rwanda, ne pourrait pas être étendue en-deçà des frontières de l'islam, au titre des musulmans sans biographie mais à incidence religieuse certaine à leur niveau social d'action.

Les deux dernières études portent la discussion à un niveau plus synthétique et abordent des problématiques d'ensemble, en s'appuyant sur les données de plusieurs pays ou régions. Dans « Le saint et le prince », F. Constantin met en relief les rôles des « meneurs » confériques et les fondements de leur pouvoir ou de leur ascendant socioreligieux ; il s'agit d'une esquisse typologique des *shaykhs* musulmans et d'une analyse du pouvoir charismatique que l'auteur leur associe. Charisme, capacité de guider les fidèles, voilà bien des ressources utilisables dans le cadre d'une crise généralisée comme semble en connaître l'Afrique orientale. D'où la question, après un examen nuancé du rôle des confréries : ces dernières peuvent-elles encore servir de relais organisationnel pour de nouveaux leaders religieux ?

C. Coulon s'interroge sur l'importance donnée aux confréries par une recherche récente, alors qu'en Afrique orientale leur « visibilité » n'est pas toujours évidente. Il s'efforce alors de tester des hypothèses sur la signification du mouvement confrérique, interprété comme une africanisation de l'islam face aux Arabes et comme « un mode populaire d'action politique » face aux pouvoirs étatiques. Chemin faisant, ses analyses le mènent à un problème de nature encore plus vaste : comment s'opère le passage entre des pratiques et croyances africaines particularistes et des pratiques et des croyances islamiques ? Les éléments qui sont livrés ici, tirés surtout de rites de passage (circoncision, rites d'initiation, mariages, mort), offrent une perspective de recherche stimulante. Une question de sociologie historique surgit enfin face à l'analyse des rapports entre confrérie et politique. Comment rendre cette analyse, avec quels concepts et quelles significations, lorsque le politique ne s'identifie plus à l'État de type occidental examiné ici ? Question qui renvoie, entre autres, à celle du premier article, sur l'état d'une Afrique orientale composée aussi, à différents moments, de groupes ethniques. État et confréries, certes, mais aussi confréries et ethnies (et tribus) et confréries avant l'État de type occiendental. [C.H.].

DIEMER (Geert) et van der LAAN (Ellen) — **L'irrigation au Sahel. La crise des périmètres irrigués et la voie haalpulaar.** — Paris/Wageningen, Karthala — CTA, 1987, 226 p.

A rebours de nombreux travaux pessimistes et défaitistes sur les résultats de l'irrigation en Afrique de l'Ouest, l'ouvrage de G. Diemer et E. van der Laan aboutit à des conclusions optimistes.

Dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, chez les Toucouleurs — Haalpulaar qu'ils ont étudiés entre Podor et Matam —, les auteurs concluent que l'irrigation est un assez large succès parce que, avant toute chose, les populations ont *coulé* cette nouvelle technique *dans* les structures qui régissent leur société. Si, sur les petits périmètres irrigués, les Haalpulaar produisent 3 à 5 tonnes de paddy par saison, c'est parce qu'ils ont appliqué à la gestion de leur périmètre les principes socio-organisationnels de leur communauté villageoise. Les techniciens n'ont pas réussi à imposer une autre forme d'organisation interne. S'ils l'avaient fait, il est probable que les rapports d'autorité ainsi imposés se seraient heurtés aux conceptions des utilisateurs et que la gestion aurait pris un caractère politique plus prononcé (p. 175).

L'insuffisance de la production céréalière locale traditionnelle a été, paradoxalement, un adjuvant au processus. Cette insuffisance, combinée avec l'intégration des ménages dans l'économie de marché en tant que consommateurs, a poussé à la migration des hommes. Ces migrations ont freiné la culture du mil, mais ont rendu possible une nouvelle agriculture de subsistance par les envois d'argent des migrants, qui permettent l'achat de carburant, de pièces de rechange, pour le pompage de l'eau (p. 103). Il en est résulté une modification dans les statuts de l'homme et de la femme qui a été assez aisément tolérée par le système villageois. « *Si elle ne sarcle pas les sols des cultures pluviales ou de décrue, elle sarcle par contre le principal champ de subsistance actuel : la parcelle irriguée. Si, autrefois, les femmes dépendaient de leur époux pour la culture du mil et du sorgho, elles dépendent de lui à présent pour l'envoi de l'argent destiné à payer leurs cotisations pour le pompage. Et si, autrefois, les hommes dépendaient de leur(s) épouse(s) pour les travaux domestiques et la culture des légumes, ils dépendent maintenant d'elles également pour la culture des céréales* » (pp. 103-104).

Une autre clé de la réussite, pour les auteurs, est la remarquable habileté dont les paysans ont fait montre dans le traitement des aspects politiques de l'irrigation. Aspects politiques *locaux* : ils se sont servis adroitement des institutions et des procédures traditionnelles pour faire tourner sans heurt les nouveaux rouages organisationnels requis par la culture irriguée. Aspects politiques *supralocaux* : ils ont su créer des liens dynamiques avec les structures politiques qui les surplombent inévitablement (hommes politiques, SAED, fonctionnaires locaux et nationaux en relation incessante avec les bailleurs de fonds étrangers). La réussite quasi totale de l'irrigation s'est produite, insistent les auteurs, *contre* ou *malgré* les planificateurs et les ingénieurs du génie rural. « *Dans l'histoire de la culture irriguée le long du fleuve Sénégal, ils ont porté presque exclusivement leur attention sur les dimensions physiques de l'irrigation et ils se sont toujours conformés aux désirs des pouvoirs publics. Ils n'ont jamais tenu compte des liens sociaux dans lesquels les habitants cultivaient leur terre* » (p. 174). C'est que l'ingénieur part des objectifs des investisseurs, des fonctionnaires et des planificateurs et se voit confier la tâche de mobiliser les ressources d'une société rurale pour atteindre un but extérieur à cette société.

On ne s'étonnera pas dès lors si G. Diemer et E. van der Laan entonnent un vibrant plaidoyer pour les sciences sociales. En agriculture irriguée, techniques et société doivent être prises en considération ensemble et non l'une après l'autre. « *Les planificateurs de l'irrigation ne sont pas actuellement en mesure de faire ce travail. Il leur manque un cadre conceptuel leur permettant de concevoir dans sa totalité l'application*

d'une technique d'irrigation dans une société donnée, tant dans les relations au niveau local qu'au niveau supralocal. En second lieu, ils ne disposent pas d'une méthodologie de planification qui leur fournirait, lors de la conception, une information spécifique sur les relations locales et qui permettrait aux pouvoirs publics et aux producteurs locaux de se mettre d'accord, avant l'aménagement, sur les objectifs économiques et le règlement interne du périmètre. Les risques d'insuccès dans le développement futur de l'agriculture irriguée dans la région du Fleuve et dans le Sahel ouest-africain semblent pouvoir régresser au fur et à mesure que les sciences sociales réussiront à contribuer au cadre conceptuel et à la méthodologie précités » (pp. 197-198).

En se fondant sur ces capacités endogènes, la société haalpullaar s'associe à une certaine dépendance : « *Les ménages haalpulaar qui possèdent une parcelle irriguée vivent dans un système de production bien différent de celui d'un ménage moyen d'hommes libres jusqu'aux années cinquante. Ils ne cultivent presque plus de mil ; ils sont exclus de l'agriculture sur les terres inondables ou n'y récoltent qu'une faible part de leurs besoins céréaliers, et ils dépendent, pour la majeure partie de leur production céréalière, d'un côté des envois d'argent des migrants, et, de l'autre, des décisions des fonctionnaires nationaux et internationaux* » (p. 175).

Cela dit, la parenthèse est vite refermée et les auteurs penchent vers le laisser-faire de cette société endogène sans trop donner de poids aux contraintes et dépendances extérieures. Certains lecteurs, qui donnent une plus grande place aux « ratés » du système, ne manqueront pas de s'en étonner. Il reste qu'on a avec cet ouvrage fonctionnant une illustration brillante de la thèse endogène. A la limite, on aurait deux systèmes indépendamment l'un de l'autre, celui des auteurs et un système plus pessimiste attentif aux « ratés » internes et aux contraintes extérieures ne conduisant pas toujours à un fonctionnement optimiste de l'irrigation. La question prospective intéressante à poser serait de savoir comment gérer cette coexistence et de connaître ses chances de durée. Est-elle promise à un long avenir ou, au contraire, l'assimilation prochaine est-elle inéluctable ? [B.C.].

GUYER (Jane I.) (ed.) — **Feeding African Cities : Studies in Regional Social History.** — London, Manchester University Press (for the International African Institute), 1987, 249 p.

Nourrir les villes africaines est devenu depuis deux décennies un problème d'autant plus crucial que l'importation de céréales, voire l'aide alimentaire, remplacent progressivement les aliments locaux dans l'approvisionnement de citadins toujours plus nombreux. Plusieurs publications francophones récentes ont fait le point sur cette question (voir notamment « *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne* », L'Harmattan, 1986).

L'intérêt de l'ouvrage édité par J. Guyer, anthropologue, réside dans les études de cas réalisées à Kano par M. Watts, à Dar es-Salaam par D. Bryceson, à Harare par P. Mosley et à Yaoundé par J. Guyer elle-même.

Dans sa présentation du problème, l'auteur relève les différences de diagnostic selon les décennies et les difficultés statistiques à établir un bilan objectif des capacités de l'agriculture africaine à approvisionner ses villes. Dans sa revue de la littérature, elle remet un certain nombre de poncifs à leur place, l'importance des disparités de revenus entre urbains et ruraux par exemple.

Elle se propose de rechercher dans l'histoire sociale régionale analysée comme un tout le processus d'approvisionnement alimentaire qui se trouve à la jonction entre la vie matérielle, la vie sociale et la géographie du pouvoir. L'étude de villes particulières permet de braquer le projecteur sur les systèmes urbains de distribution ayant différentes connexions, locales, nationales et internationales. Elle trouve limitatives les approches en honneur à l'école économique de Stanford (Jones, Bates, Timmer), l'application en Afrique de la

théorie des places centrales de Christaller et l'approche francophone, plus qualitative, mais statique et sans problématique explicite (P. Vennetier et nombre de travaux de l'ORSTOM inspirés par le référent tropical). Les travaux britanniques centrés sur la consommation et les niveaux de vie (R. Lawson) lui semblent plus adaptés en ce qu'ils posent, à la différence des précédents, une question centrale : celle du pouvoir d'achat des différentes catégories de population. En fait, l'étude du système alimentaire lui semble devoir réconcilier à la fois l'étude de la formation des prix, de l'organisation sociale et politique de la production et du commerce et la répartition des revenus dans les classes sociales.

Se limitant aux travaux africanistes, sa revue de méthode reste incomplète. Intéressant est cependant le rapprochement des travaux africanistes avec ceux réalisés par Kaplan sur les politiques du blé et du pain en France à la veille de la Révolution française. S'agissant des travaux français, si les études de terrain nous sont présentées, il manque à la fois les débats entamés sur le référent tropical et l'interprétation controversée de la crise alimentaire africaine.

En fait, l'approche proposée prend le commerce alimentaire comme un aspect du façonnement et de l'émergence d'une société civile africaine qui n'est dominée ni par les facteurs ethniques, ni par la prédominance étatique, ni par la mise en place d'une économie de marché ou la formation de classes. J. Guyer renvoie dos à dos ethnologues et politistes, néo-libéraux et marxiens ! La question essentielle est de savoir comment fonctionne le système d'approvisionnement, pour qui et au détriment de qui et avec quel contrôle du gouvernement.

L'interprétation générale ne se veut ni néo-libérale, ni néo-marxiste. Partant de l'idée que le sens du changement est problématique et ne saurait être universel dans des systèmes alimentaires façonnés par les forces du « dehors » (l'économie internationale) et les particularités socioculturelles du « dedans », elle refuse d'opposer des marchés compétitifs (Yaoundé, Dar es-Salaam) à des positions de monopole (Kano, Harare), car ces situations sont produites par différents mécanismes et voies, ceux-ci coexistant à des degrés divers dans le même système et recoupant la division classique entre secteurs privé et public.

On s'aperçoit que le marché urbain ne se développe pas selon le schéma linéaire : croissance de la demande, capitalisation du commerce, extension de l'aire d'approvisionnement, spécialisation de la production. Il n'y a pas de relation directe entre la croissance de la ville et l'extension de l'hinterland géographique. Les distorsions s'expliquent par la compétition entre activités économiques (agriculture d'exportation, par exemple) ou avec d'autres centres, mais aussi par la politique étatique et les facteurs socio-culturels dans la formation des prix et des conditions de transport ou de production. L'auto-approvisionnement ne disparaît pas en ville, mais se maintient. Les différentes crises (1929, Seconde Guerre mondiale) n'ont pas cassé les dynamiques locales. Elles ont changé parfois la place relative des intervenants du système alimentaire (domination des Libanais à Kano dans les années trente et des fermiers européens en Rhodésie après 1945) ou modifié la nourriture de base (du riz au maïs à Dar es-Salaam après la crise de 1929). Et ce n'est qu'en Rhodésie qu'apparaissent nettement des catégories bien tranchées de consommateurs en milieu rural et urbain.

Pendant un siècle, la plupart des citadins africains ont été alimentés par la zone d'influence de leur ville. Si Yaoundé et Dar es-Salaam ont connu des prix alimentaires accessibles aux consommateurs citadins, il n'en reste pas moins que, pendant la période récente de baisse du pouvoir d'achat, les pauvres devaient consacrer jusqu'à 85 % de leur revenu à l'achat de nourriture (Dar es-Salaam en 1980). A Kano et à Harare, les prix alimentaires furent constamment élevés et on souffrait souvent de la faim dans la grande ville du Nord-Nigeria. L'organisation du commerce alimentaire doit donc démontrer sa capacité à maîtriser les fluctuations soudaines de l'approvisionnement et des prix. Trois stratégies furent à l'œuvre :

en faire supporter le poids sur les autres intervenants de la chaîne alimentaire, diversifier les activités vers d'autres produits, être protégé par une réglementation et soutenu par des subventions publiques. A Kano et Salisbury (Harare), les risques sont supportés par les petits producteurs et les consommateurs citadins, les gros marchands à Kano et le *Maize Control Board* à Harare ayant des stratégies conservatoires pour eux. Il est clair que l'intervention gouvernementale pour limiter les dégâts est plus ou moins suscitée par des groupes de pression, faibles à Kano, plus puissants dans les villes de Dar es-Salaam et de Yaoundé.

La différenciation sociale est très contrastée selon les cas : très forte à Kano ou Harare, où les intermédiaires et les grands opérateurs pèsent de tout leur poids sur le système, changeante à Yaoundé et Dar es-Salaam, selon l'époque et la place relative des divers groupes de pression. La question posée par cette situation reste celle de la mise en place d'un système politique régularisant avec un minimum de légitimité la redistribution des ressources entre catégories de population. Comme le dit fort justement J. Guyer, il ne faudrait pas enfermer les conflits d'intérêts dans les différents stéréotypes qui traduisent seulement la manière provisoire dont ces intérêts se sont institutionnalisés : biais urbain ou rural, secteur privé, formel ou informel, etc.

Cet excellent ouvrage éclairera le politiste comme l'économiste sur les interrelations entre les systèmes alimentaires et le jeu des acteurs sociaux. L'éclairage diachronique permet de remettre sur le métier bien des idées reçues et l'on saura gré à l'éditeur scientifique d'avoir su, à partir d'études empiriques, mener une réflexion épistémologique mettant en perspective théories et connaissances sur la crise alimentaire africaine, sans se laisser « brouiller » le regard par un quelconque *a priori*. [G.C.]

HAVNEVIK (Knell J.) (éd.) — **The IMF and the World Bank in Africa : Conditionality, Impact and Alternatives.** — Uppsala, Scandinavian Insitute of African Studies, 1987, 177 p., annexes.

Produit d'une conférence lancée par l'Institut suédois des études africaines, cet ouvrage est composé d'une dizaine de contributions commentées par les représentants du FMI, de la BIRD et des organisations d'aide scandinaves. Les analyses — rigoureuses — portent sur les instruments de travail et les positions du Fonds monétaire et de la Banque mondiale dans le processus d'ajustement structurel, les conditions posées à l'octroi de l'assistance financière, la manière dont les pays (Nigeria, Soudan, Tanzanie, Zambie) négocient et vivent l'assainissement de leur économie.

Tout commence par un déséquilibre de la balance des paiements qui s'accroît, une dette qui devient de plus en plus difficile à supporter : son service absorbait le tiers des ressources en devises en Afrique au sud du Sahara en 1986 ! A une période d'euphorie caractérisée par des emprunts de toutes sortes et des prix à l'exportation soutenus succède, à partir de 1979, une période d'effondrement des cours des matières premières exportées et de difficultés à rembourser les emprunts contractés. Le recours aux institutions de Bretton Woods (la conférence des pays riches qui a créé le FMI et la BIRD en 1944) devient inévitable pour des pays et des élites qui ont à changer leur train de vie.

En effet, pour obtenir le rééchelonnement de la dette via les clubs de créanciers publics ou privés de Paris et de Londres, des prêts d'ajustement structurel ou sectoriels ainsi que des facilités de trésorerie des bailleurs de fonds, il faut un accord avec le FMI, qui débloque la situation en imposant des conditions de gestion monétaires et macro-économiques draconiennes. Parmi ces mesures, on peut citer la dévaluation de la monnaie, la compression de la demande par arrêt des subventions, le retrait de l'État des activités productives, la réduction du train de vie des bureaucraties et la diminution des salai-

res et du nombre des fonctionnaires...

Le plus grave, c'est que cette « potion amère », au dire du FMI lui-même, n'a pas les effets escomptés sur les balances des paiements (ne parlons pas de croissance retrouvée), en raison du « manque de détermination » dans l'application du programme d'assainissement mis en œuvre et de l'environnement international toujours défavorable aux produits miniers et agricoles de l'Afrique. Au point que le FMI, en 1986, a décidé de lever certaines conditionalités à ses facilités d'ajustement structurel pour une dizaine de pays. On est cependant loin du laxisme. Tout repose, en définitive, sur le retour à la loi du marché, à l'intérieur comme à l'extérieur, et à la « reconquête de la compétitivité ». On peut nourrir quelques inquiétudes sur l'avenir de l'appareil productif africain non protégé de la concurrence asiatique, plus agressive qu'avant.

Les Scandinaves, chercheurs et créanciers, constatent que les institutions de Bretton Woods ne laissent aucune marge de manœuvre aux États africains en ne souffrant aucune dérogation au programme général. Même si la théorie veut que les États restent souverains dans leurs options. Mais ont-ils le choix ?

Quel pays africain peut, de plein gré, imposer à ses élites et à ses populations une baisse du pouvoir d'achat, un chômage aggravé et une redistribution des ressources réduites ? Quelles marges de négociations un État a-t-il d'autre part, en raison des modes extravertis de développement choisis, de la faiblesse des ressources potentielles et de la dimension macro-économique ? Si le Brésil ou le Mexique, par l'ampleur de ses dettes, peut déstabiliser tout le système financier international, qui se soucie de la dette de tel ou tel État africain ? Rien n'impose aux financiers internationaux le rééchelonnement de la dette, sinon des considérations éthiques ou philanthropiques.

Face au FMI, que peuvent les États et les groupes sociaux pour éviter ou rendre moins douloureux l'ajustement ? Parmi les cas présentés, ceux du Nigeria (Y. Banguda) et de l'Inde (Ch. Payer) sont intéressants à plus d'un titre. Le Nigeria a été acculé à l'ajustement gradué rythmé par des changements au sommet de l'État conduisant, de Shagari (président élu) à Babangida (militaire poussé par le lobby pro-FMI), à un assainissement de plus en plus marqué auquel les forces sociales opposées ont dû se résigner. En Inde, pays qui a privilégié depuis l'indépendance la protection de son marché intérieur, on assiste à un processus inverse : la demande de prêt au FMI en 1981 n'avait pas un caractère incontournable, mais cela a permis la mise en conformité de ce grand pays protectionniste et au nationalisme ombrageux avec le modèle économique dominant sous la présidence d'Indira, puis de Rajiv Gandhi.

Il est difficile de mesurer aujourd'hui toutes les conséquences de ces politiques qui passent maints pays au même moule de l'austérité, d'autant que leur efficacité ne semble pas démontrée. C'est l'appareil répressif qui se trouve renforcé pour contrer les tensions sociales, et c'est le multipartisme qui disparaît. L'ouvrage souligne quatre points cruciaux : la désindustrialisation, qui peut résulter de la libéralisation des importations, l'insuffisance du financement, qui rend insupportable et inopérant l'ajustement, le problème de la privatisation des entreprises publiques dans des contextes qui ne s'y prêtent pas, l'adaptation aux conditions socio-économiques de chaque pays des mesures à prendre, qui n'est pas réalisé. Il montre aussi le rôle politique du FMI en maintes occasions. Il se limite malheureusement au constat, laissant au lecteur le soin de conclure. On reste sur l'idée que le Fonds monétaire n'est pas prêt de quitter le devant de la scène de sitôt. Bref, voilà un ouvrage à lire, et à compléter, pour l'Afrique francophone, par l'excellent livre de G. Duruflé, *L'ajustement structurel en Afrique* (Karthala). [G.C].

HODD (Michael) (éd.) — **Tanzania after Nyerere.** — London and New

York, Pinter Publishers, 1988, 197 p., bibliogr., index.

Peu de chefs d'État africains ont été aussi populaires en Europe que le président Nyerere. Un ouvrage intitulé *Tanzania after Nyerere* devrait donc trouver une certaine audience dans nos pays. Constatons d'abord que le titre est plutôt trompeur. Le livre est surtout une évaluation du règne de Nyerere, mais il ne comporte pratiquement rien sur ce qui s'est passé en Tanzanie après son départ de la présidence. Tout au plus y trouve-t-on quelques indications sur ce que le nouveau régime d'Ali Hassan Mwinyi devrait faire dans l'avenir, suggestions qui suivent en gros les recommandations de la Banque mondiale et du FMI.

En tant qu'évaluation de l'ère Nyerere, ce livre est cependant une réussite. Pas moins de 27 spécialistes se penchent sur des sujets aussi divers que le développement économique en général, l'agriculture et le développement rural, l'industrialisation, le commerce et l'aide, l'enseignement, l'urbanisation et les questions politiques. La plupart des auteurs adoptent un ton plutôt critique, et plus particulièrement les économistes, bien qu'ils ne soient pas toujours d'accord sur les raisons du malaise économique actuel, ni sur les remèdes pour sortir le pays de la crise. Les politistes, par contre, sont plus positifs sur l'héritage de Nyerere en soulignant les succès dans le domaine de l'enseignement et sur le plan politique (intégration nationale, stabilité du régime).

Une dernière remarque : malgré le caractère éclectique de l'ouvrage, on constate l'absence de voix radicales. Les critiques « conservateurs » de Nyerere ainsi que ses partisans sont bien représentés, mais la critique marxisante n'a pas été mise à contribution. Dommage, car, avec cette lacune, le bilan n'est pas tout à fait complet et équilibré. [R.B.].

Idéologie, symbolique, ontologie. — Recueil dirigé par G. Labica et préparé par Mireille Delbraccio. — Centre de philosophie politique, économique et sociale, Paris, Éditions du CNRS, 1987, 137 p.

Cet ouvrage rassemble huit articles de philosophes français et italiens aux orientations marxistes d'inspiration plus ou moins gramscienne et/ou lukacsienne. La philosophie post-althussérienne semble bien se porter ; elle flirte avec Lacan, se pose la question de l'individu et de la subjectivité (M. Bertrand, M. Delbraccio) ; elle critique le marxisme italien (G. Prestipino, C. Preve), évalue l'œuvre de P. Sraffa (J.-P. Potier) ; la marxologie n'est pas absente (« "L'esprit du peuple" dans les articles de jeunesse de Marx », S. Mercier, Josa) même s'il s'agit de présenter la dernière œuvre de G. Lukacs, *Ontologie de l'être social*, non encore traduite en français (A. Tosel).

Un ouvrage destiné aux philosophes, mais lisible par tous ceux qui s'interrogent sur les formes actuelles du marxisme. Un certain retour à la philosophie, sans aucun doute, comme en témoignent les préoccupations présentes des philosophes français (indépendamment de leurs règlements de comptes avec le structuralisme des années 1960-1970 et avec Heidegger). [J.C.].

JOMMO (Rosemary B.) — **Indigenous Enterprise in Kenya's Tourism Industry.** — Genève, Institut universitaire d'études du développement (« Itinéraires, études du développement »), 1987, 201 p., bibliogr., n° 3.

Dès lors que l'industrie touristique constitue l'une des principales richesses du Kenya, c'est avec intérêt qu'il faut accueillir toute monographie analysant concrètement l'une ou l'autre des facettes de cette ressource. Or, il faut bien constater que de telles études sont plutôt rares ; le marché des guides touristiques redondants doit être une meilleure affaire que celui des analyses des structures économiques, sociologiques et politiques du tourisme en Afrique orien-

tale. Redouterait-on que ces dernières affectent la bonne conscience des centaines de milliers de clients qui, chaque année, viennent tirer profit des avantages offerts par le Kenya ? Sans prétendre à l'exhaustivité, R.B. Jommo montre en effet quel est le coût (économique, social et culturel) d'un développement souvent présenté comme exemplaire.

Centrant sa recherche sur le problème du contrôle national kenyan sur les infrastructures immobilières et commerciales liées à l'exploitation touristique, l'auteur établit un bilan très actuel des difficultés rencontrées pour assurer la « souveraineté » du Kenya sur ce qui constitue une de ses richesses naturelles. Quel que soit le maillon envisagé dans la chaîne touristique (investissements et gestion hôtelière, voyagistes, transports, restauration...), la place des entrepreneurs et des capitaux étrangers demeure prépondérante. Certes, il ne manque pas d'initiatives locales, tant publiques que privées, mais la succession de péripéties qui les affectent et que nous raconte l'auteur témoigne de leur fragilité, due non seulement aux manœuvres des groupes occupant une position dominante (et qui semblent plutôt se contenter de ramasser les restes d'initiatives locales qui ont mal tourné), mais aussi (et peut-être surtout) à la confusion des genres (gestion d'affaires et carrières politiques). Dans la mesure où l'investissement touristique est générateur de ressources, il devient objet dans la lutte pour le pouvoir ; c'est ce que suggère avec discrétion l'auteur.

Celle-ci préfère consacrer l'essentiel de ses analyses à la fourniture de données précises sur les structures qui contrôlent l'activité touristique, ce qui fait de ce travail académique un ouvrage de référence essentiel pour réfléchir sérieusement sur le thème « tourisme et développement ». Ses conclusions sur l'éventuel développement d'une bourgeoisie nationale et sur les tendances à la « thaïlandisation » du Kenya viennent confirmer les craintes exprimées depuis longtemps par certains.

Précisons toutefois que l'ouvrage traite essentiellement des structures hôtelières et des activités dérivées ou liées, et donc des problèmes qui se posent dans les villes et sur la côte (Nairobi, Mombasa, Malindi), problèmes qui avaient été déjà étudiés auparavant. Une étude du même ordre s'imposerait, centrée sur l'exploitation des parcs nationaux, réserves et autres espaces naturels. Il y a encore du travail intéressant à faire ; R.B. Jommo nous donne quelques indications sur la façon de le faire. [F.C.].

LAITIN (David D.), SAMATAR (Saïd S.) — **Somalia : Nation in Search of a State.** — Boulder/Londres, Westview Press/Gower, 1987, 198 p., Index (Profiles. Nations of Contemporary Africa).

Dans le cadre de leur très utile collection « Profils », consacrée aux États (plus qu'aux « nations ») africains contemporains, les coéditeurs anglo-saxons viennent de publier une synthèse de qualité consacrée à la Somalie. Il est vrai que la double signature de D. Laïtin et de S. Samatar (universitaire somali) constitue d'office une garantie.

Le sous-titre choisi résume tout le problème ; pourtant, il semble céder d'un côté à la facilité, en supposant acquise l'existence d'une nation somali, et d'un autre côté à la provocation, dans la mesure où, s'il paraît y avoir quelque part en Afrique une région où entité étatique et identité nationale semblent enfin s'articuler correctement, c'est bien en Somalie. Mais, d'un côté comme de l'autre, rien n'est simple. Sur la question de l'articulation État-nation, les velléités irrédentistes ont pris dans un passé encore récent une dimension trop spectaculaire (guerre de l'Ogaden) pour ne pas être connues même hors du cercle des spécialistes de la Corne de l'Afrique. Par contre, le problème de l'identité nationale (au sens de « politique ») n'est pas résolu d'avance ; c'est poser ainsi un problème conceptuel fondamental. L'observateur extérieur particulièrement attentif aux faits de culture (et notamment à leurs manifestations linguistiques et littéraires), et c'est

le cas de nos deux auteurs, peut à bon droit, semble-t-il, parler d'identité, sinon d'unité sociolinguistique. Mais celle-ci ne suffit pas à établir l'existence d'une conscience politique nationale, identitaire ; il n'y a pas qu'en Somalie que l'identité de langue ou de religion (mais attention ici au mythe de l'unité de l'islam) n'induit pas l'identité politique (voir la question swahili, que nous avons traitée ailleurs). Peut-être l'influence d'un certain romantisme littéraire conduit-elle à sous-estimer l'importance des clivages tribaux, sinon claniques, qui traversent et fissurent politiquement l'espace culturel somali et affectent la vie de l'État et le destin du gouvernement autant que le font les rapports avec les États voisins ou avec l'URSS. D'une certaine façon, les auteurs en reviennent à poser indirectement le problème de l'institutionnalisation étatique d'une société pastorale à la fois mobile et polycentrique.

On regrettera donc un peu que, conformément à l'esprit de la collection, les auteurs n'entrent pas dans ce débat fondamental (mais on pourra se reporter à leurs autres écrits) ; ils retracent l'histoire des Somali, de leur culture, les modalités de la décolonisation et de la mise en place de l'État indépendant, puis ses orientations économiques et diplomatiques, avant de s'interroger sur l'avenir, fait d'incertitudes tant politiques qu'économiques. Tout ceci est forcément tracé à grands traits, mais demeure extrêmement utile ; par les idées qu'il contient, les références chonologiques et statistiques qu'il synthétise, c'est un ouvrage de référence qui, en outre, nous confirme qu'un bon travail scientifique, même en sciences sociales, doit comporter une iconographie, un bon cliché valant mieux parfois qu'un long discours. Et, à cet égard, la prudence s'impose ici : le risque est grand de retarder indéfiniment l'ouverture du livre, tant est fascinante la photographie qui illustre la jaquette, immortalisant un visage de jeune femme somali d'une délicatesse et d'une pureté irréelles, où la finesse des traits parachève l'infinie mélancolie d'un regard brûlant. L'image idéale de la Somalie ? [F.C.].

« The Nigerian Economy : Critical Issues », **Africa Today,** vol. 33, n° 4, 1986, 1987, 108 p.

Ce numéro spécial de la revue *Africa Today* traite de la conjoncture actuelle du Nigeria sous quatre aspects interdépendants : le gouvernement de Babangida sera-t-il un régime de transition vers la démocratie ? Le contrôle des changes instauré par le régime Buhari n'est-il pas une solution nationale à l'ajustement préservant la marge de manœuvre du pays, à la différence du double marché des changes mis en œuvre par Babangida avec l'appui des institutions de Bretton Woods, qui favorise un développement extraverti ? Les 30 000 travailleurs du pétrole sont-ils en mesure de contrôler tant soit peu cette filière ? Que penser du nationalisme économique nigérian ? Va-t-il au-delà d'une volonté d'indigénisation du capital visant à créer une bourgeoisie d'affaires plutôt qu'à se doter des moyens de maîtriser son développement économique ?

Toutes ces questions tournent autour de la maîtrise politique de la crise que connaît ce pays. Chaque auteur trace des pistes alternatives dont on peut se demander, faute d'analyse de la contrainte extérieure et des pressions internationales, si elles sont réalistes, d'autant que les décennies passées ont montré une attraction certaine des élites pour une ouverture sur l'extérieur. La crise favoriserait-elle le développement autocentré ? On ne peut qu'attendre cette nouvelle génération de responsables politiques dans la lignée d'Aminu Kano que le romancier Chinua Achebe appelle de ses vœux. Cela sera-t-il suffisant ? En tout cas, un numéro à lire par ceux qui veulent se rafraîchir avec un point de vue américain hétérodoxe. Ce n'est pas si fréquent. [G.C.].

NOLAN (Rial W.) — **Bassari Migration, the Quiet Revolution.** — Boulder and London, Westview Press, 1986, 199 p.

L'étude minutieuse d'un exode rural dans une ville du Sénégal oriental et ses effets sur le village d'origine, tel est l'objet de cet ouvrage. Le repère des effets spécifiques de la migration sur la société bassari échappe aux généralités ailleurs exposées sur les migrations. Les niveaux économique, politique et social sont explorés ; pour ce faire, R.W. Nolan a vécu parmi les Bassari ; le travail est de type ethnologique.

Après une concise description du fonctionnement de la société bassari (matrilinéaire, stratifiée en classes d'âge, etc.), qui montre combien le souci de se procurer une épouse (ou une épouse supplémentaire) motive productions agricoles et migrations, le texte situe les étapes successives et les qualités des migrations depuis 1930, étudie le milieu urbain, Tambacounda, élu par les migrants au Sénégal oriental, compare les modes d'existence en ville et au village (Etyolo) et, enfin, observe en détail l'organisation des Bassari en ville. Les Bassari animistes se heurtent à une société à forte dominante musulmane ; quelques-uns se convertissent à l'islam, mais les résistances au changement du mode de vie sont nombreuses. La position du « citadin » vis-à-vis de la coutume est considérée quant à l'entraide, aux travaux collectifs, aux mariages, etc. La migration, due, selon l'auteur, à des causes économiques et sociales, est surtout saisonnière (ce qui oblige le village à fonctionner selon deux rythmes annuels), mais tend à devenir de longue durée.

L'auteur constate que la société bassari, « au pays », est entraînée dans un mouvement global d'acculturation ; pourtant, ses structures socio-culturelles, ses pratiques traditionnelles sont maintenues : c'est ce qu'elle nomme « la révolution tranquille ». Elle montre que les changements vécus par les migrants demeurent extérieurs au village, que les apports nouveaux restent périphériques, ponctuels ou conjoncturels, que règles et institutions sociales, liens matrilinéaires, habitudes culturales, ne sont nullement affectées, perdurent et s'accommodent des éventuelles modifications. Cette continuité serait liée au fait que, lorsque le migrant rentre, il reprend aussitôt « sa place » et que les objets matériels qu'il introduit sous forme de cadeaux renforcent les réseaux lignagers préexistants. Les travaux en ville ne l'initient à aucun nouveau savoir-faire ; aussi, peu ou pas d'influence notoire sur son environnement. Toutefois, l'acculturation induite par la migration, observée ici de 1971 à 1978, va s'amplifiant... mais lentement, modérément.

La migration serait finalement une stratégie individuelle, commune, pour consolider une position sociale et non pour en changer.

Ce travail conduit, de plus, à une interrogation sur les modes d'insertion de la société bassari dans la dynamique nationale sénégalaise.

Quand on sait l'important investissement personnel de l'auteur dans ce travail de terrain, on regrette qu'il ne nous introduise pas plus souvent à des situations vécues et demeure par trop observateur scientifique et extérieur. [O.R.-C.].

PADEN (John) — **Ahmadu Bello, Sardauna of Sokoto : Values and Leadership in Nigeria.** — Zaria, Hudahuda Publishing Company, 1986, 799 p., bibliogr., annexes, index.

L'ouvrage de J. Paden est la biographie politique d'un homme né vers 1919, assassiné en 1966, qui réapparaît sur la scène politique vingt ans plus tard grâce à trois ouvrages, tous lancés le 15 janvier 1986 à Kaduna, l'ancienne capitale du Nord-Nigeria. Grâce à ce livre — volumineux —, nous apprenons beaucoup sur la vie politique d'Ahmadu Bello, ses relations avec ses collaborateurs et avec ses adversaires politiques ainsi que les valeurs pour lesquelles il s'est battu et a été abattu.

Plus qu'une biographie d'Ahmadu Bello, l'ouvrage est en fait l'esquisse d'une sociologie politique du pouvoir nord-nigérian, sujet sur lequel J. Paden a déjà démontré sa compétence avec *Religion and Political Culture in Kano* (1973). Dans ce livre, il reprend en détail le rôle joué par Ahmadu Bello

dans le processus de modernisation du Nord-Nigeria et la manière dont il conciliait le monde traditionnel — il était chef coutumier — et le monde moderne — il était leader d'un parti politique.

La contribution principale du livre réside dans l'énorme richesse de sources utilisées. Les amis de J. Paden (qui sont nombreux et influents) lui ont facilité l'accès aux dossiers publics et privés auparavant clos, ainsi qu'à des entretiens avec presque la totalité des leaders du Nord-Nigeria. Il a été le premier chercheur à utiliser le calendrier détaillé (fait de 1947 à 1983) d'Aminu Kano, ancien opposant politique à Ahmadu Bello. L'ouvrage comporte, entre autres, une bibliographie de trente pages ainsi que des annexes sur la poésie haoussa de caractère politique.

Cependant, le défaut majeur de l'ouvrage est qu'au départ l'auteur a un parti pris politique (qu'il ne cache guère au demeurant). Le livre a été commandé et financé par un groupe de politiciens nordistes, conservateurs et même réactionnaires. Pourquoi J. Paden a-t-il risqué sa réputation dans une telle aventure ? Dès lors, le caractère scientifique du livre est compromis par l'évacuation totale de tous les faits politiques qui peuvent porter préjudice à l'image d'Ahmadu Bello et à celle de son parti, le NPC *(Northern Peoples' Congress)*, y compris l'emprisonnement et la torture des opposants. J. Paden s'engage ainsi dans la stratégie des forces conservatrices nordistes préparant la troisième République : l'opinion qu'il exprime est favorable à un islam nord-nigérian semblable à celui de l'Arabie Saoudite, aussi conservateur et « *pro-business* ». Si Ahmadu Bello avait survécu, nous dit-il, il aurait pu imposer au Nigeria un État musulman à parti unique. J. Paden montre ainsi que des idées conservatrices nigérianes et américaines peuvent curieusement se rejoindre. Après tout, nombreux sont les libéraux américains qui soutiennent et même fabriquent les régimes autoritaires en dépit de leur attachement à la démocratie aux États-Unis. [J.I.].